

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES

VERIFICATIONS TECHNIQUES REGLEMENTAIRES
Lot n° 2 BATIMENT

MARCHE n° DG 25-64

Ecole Nationale Supérieure d'Arts et Métiers
Service achats et commande publique
151 BOULEVARD DE L'HOPITAL
75013 PARIS

SOMMAIRE

1. OBJET DU LOT	3
2. SITES ET INTERLOCUTEURS ENSAM	3
3. TEXTES DE REFERENCE	3
4. RENDU DES RAPPORTS DE VERIFICATION	4
5. DEROULEMENT DES VISITES DE CONTROLE	6
6. OBLIGATION DE LA PERSONNE PUBLIQUE ET DU PRESTATAIRE	8
7. DESCRIPTION DES PRESTATIONS A REALISER	9
VERIFICATION DES INSTALLATIONS ELECTRIQUES ET DE PROTECTION CONTRE LA FOUDRE	9
VERIFICATION DES SYSTEMES DE SECURITE INCENDIE ET DESENFUMAGE	12
VERIFICATION DES ASCENSEURS ET DES MONTE-CHARGES	14
VERIFICATION DES INSTALLATIONS SPORTIVES	15
VERIFICATION DES INSTALLATIONS UTILISANT DU GAZ COMBUSTIBLE – INSTALLATION GAZ DANS UN ERP	16
VERIFICATION DES INSTALLATIONS THERMIQUES – VERIFICATION EFFICACITE ENERGETIQUE CHAUFFERIE	16
VERIFICATION DES INSTALLATIONS UTILISANT DES FLUIDES FRIGORIGENES	17
VERIFICATION DES POINTS D’ANCRAGE, DES LIGNES DE VIE ET DES EPI ANTI-CHUTE	18

1. OBJET DU LOT

Le présent lot a pour objet les contrôles réglementaires des éléments constitutifs des bâtiments sur les 8 sites des Campus de l'Ecole Nationale Supérieure des Arts et Métiers **ENSAM** et sur le site de l'Institut de Chambéry.

Le présent Cahier des Charges a pour objet de définir les **vérifications périodiques réglementaires des installations techniques** devant être prises en compte par le titulaire du marché et les conditions d'exécution de ces vérifications. Ces vérifications seront réalisées conformément à la réglementation en vigueur dans les ERP.

Ces vérifications périodiques ont pour but :

- d'appliquer les textes réglementaires qui soumettent certains équipements et installations à des vérifications de sécurité,
- d'améliorer les conditions d'exploitation et d'utilisation des installations et équipements et de prévenir les incidents de fonctionnement,
- d'être conseillé sur les améliorations à apporter aux appareils pour les rendre conformes aux règles de sécurité et aptes à assurer leur service,
- d'apporter un critère de criticité et d'urgence sur les équipements ou réseau selon les indications dans le CCTP.

Les interventions de l'organisme de contrôle comprendront :

- Un examen initial complet de la conformité des installations et des équipements.
- Les vérifications des différents organes constitutifs en application des textes réglementaires.
- L'assistance pour la tenue à jour des différents registres imposés par la réglementation et le visa de ceux-ci.

Les concurrents ne pourront en aucun cas faire état d'une méconnaissance du site pour demander un supplément sur leur offre initiale, étant entendu que les installations à prendre en compte sont celles qui existent lors du présent appel d'offres. L'organisme de contrôle soumissionnaire devra visiter les lieux avant d'adresser sa proposition.

Les différents inventaires fournis dans les DPGF sont exhaustifs à 95%. Ils ont pour but d'indiquer les éléments quantitatifs permettant de situer l'importance du parc à contrôler.

Le Titulaire se servira des codes des équipements et/ou locaux pour leur identification.

Le prestataire devra posséder tous les agréments ministériels nécessaires au bon déroulement des contrôles cités ci-après et également être accrédité par le COFRAC. Il fournira dans son offre la copie de l'arrêté donnant agrément.

2. SITES et INTERLOCUTEURS ENSAM

Se référer à l'annexe : Fiches CAMPUS.

3. TEXTES DE REFERENCE

Principaux textes relatifs à la sécurité, liste non exhaustive donnée à titre indicatif :

- Dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public, Arrêté du 23 mars 65 modifié
- Dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public, Arrêté du 25 juin 1980 modifié
- Arrêtés relatifs aux dispositions particulières des différents types d'établissement recevant du public.

- Dispositions applicables aux ERP de la 5^eème catégorie, arrêté du 22 juin 1990 modifié
- Instruction technique relative à la réglementation de l'utilisation de certains matériaux et produits dans les ERP
- Instruction technique n° 246 relative au désenfumage dans les ERP
- Instruction technique n° 247 relative aux mécanismes de déclenchement des dispositifs de fermeture résistant au feu et de désenfumage dans les ERP
- Instruction technique n° 248 relative au système d'alarme dans les ERP
- Instruction technique n° 249 relative aux façades
- Instruction technique n° 263 relative à la construction et au désenfumage des volumes libres intérieurs dans les ERP.
- Instruction technique Relative aux installations photovoltaïques (approuvé par la CCS – Avis du 7 janvier 2013)
- Arrêté du 23 juin 78 relative aux installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude sanitaire des bâtiments d'habitation, de bureaux ou recevant du public.
- Circulaire du 30 décembre 1994 complétant la circulaire du 3 mars 1982 relative aux instructions techniques prévues dans le règlement de sécurité des établissements recevant du public
- Circulaire DRT n° 95-07 du 14 avril 1995 relative aux lieux de travail.
- Code de l'environnement - Installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE)
- Normes (Notamment normes SSI NFS61-930 et suivantes).

4. RENDU DES RAPPORTS DE VERIFICATION

Le rapport en deux exemplaires sera remis au responsable technique du site, dans un délai maximum de **deux semaines** après la fin de la vérification.

En cas de non-respect des délais de remise, des pénalités seront appliquées conformément au CCAP.

Les rapports seront reliés **en classeur** (rapport à anneaux proscrits, y compris thermocollage) où figurera un sommaire des remarques avec le n° des pages et une synthèse des observations.

De plus tous les rapports devront être également transmis sous forme **informatique** :

- Au format **PDF**,
- Avec une **extraction Excel non verrouillée** contenant tous les items du rapport, permettant d'extraire la liste des équipements qui ont été contrôlés (N° série, marques, types, lieux, etc..) et les différentes observations pour assurer le suivi de leur levée,
- Idéalement via une **base de données** internet qui permettra à l'ENSAM d'intégrer et d'assurer le suivi des levées d'observations.

Pour faciliter l'exploitation du rapport, il sera établi **un document par bâtiment ou secteur selon Numérotation ENSAM ou de codification d'équipement.**

Le compte rendu détaillé de la vérification permettra de connaître les motifs des remarques signalées et de suivre la réalisation des travaux.

Les rapports de vérification devront permettre une localisation aisée des points et appareils examinés (par exemple en électricité : nombre de prises de courant vérifiées pour chaque local avec identification de celles possédant des défauts)

Des photos devront être intégrées au rapport pour préciser les modifications ou installations à effectuer.

Les rapports détailleront les modifications à apporter aux installations, une distinction claire est demandée entre :

- Les modifications obligatoires imposées par la réglementation applicable à la date de construction ou de rénovation lourde.

- Les modifications obligatoires imposées par une réglementation ultérieure (avec références précises).
- Les modifications ponctuelles susceptibles d'améliorer le niveau de sécurité sans rénover l'ensemble de l'installation. Celles-ci seront regroupées dans une annexe et ne figureront pas dans le corps du rapport. Elles figureront par contre en fin des fiches de synthèse

Les rapports devront faire figurer également les renseignements suivants :

- les renseignements généraux concernant la vérification opérée,
- les caractéristiques des installations vérifiées,
- les résultats des essais et mesures (prise de terre, continuité, isolements, appareils de protection différentiel à courant résiduel, résistance de contact, ...),
- le résultat des essais et de fonctionnement de l'installation,
- le résultat de la vérification,
- le résultat de la vérification devra permettre la localisation précise des points de l'installation s'écartant des dispositions réglementaires,
- les observations devront se référer aux articles des règlements concernés,
- chaque rapport devra dans sa présentation comporter le tableau des observations constatées et référencées selon la signification des codes suivants :

U1: Toutes déficiences ou non conformités pouvant atteindre l'intégrité physique des personnes

U2: Toutes déficiences ou non conformités pouvant être à l'origine de la détérioration du matériel

U3: Toutes déficiences ou non conformités d'ordre administratif ou informatif

- la date d'émission du rapport,
- une pastille sur la page de garde indiquant : AVEC OBSERVATION ou SANS OBSERVATION.

Les équipements, installations (partiellement) en cours de travaux, ne feront pas l'objet de vérification périodique, et ne feront pas l'objet de rémunération.

Néanmoins le contrôleur technique indiquera dans le rapport : la date de passage et la mention suivante : « Équipement (bâtiment, installation) en cours de travaux n'a pas pu faire l'objet d'une vérification périodique. ».

Pour toutes les vérifications périodiques des installations techniques, les organismes de contrôles s'engagent à faire une vérification exhaustive ; pour cela il devra être mentionné dans les rapports que les vérifications ont été exhaustives ; les commentaires du type « la vérification n'a pas été complète » sont interdits.

Suivi de la levée des réserves

Le prestataire devra adresser à l'ENSAM (version informatique et suivi sur la plateforme internet) des attestations de levée d'observations chaque fois que l'ENSAM lui remettra un justificatif de réalisation de travaux.

S'il le juge nécessaire ou si l'ENSAM le demande, le titulaire du marché effectuera une visite complémentaire.

Attestation annuelle

Le prestataire effectuera et transmettra à l'ENSAM une **attestation récapitulative** de chaque exercice annuel réalisé pour chaque site.

Cette attestation sera, comme tous les rapports, transmis via la plateforme internet en **format Pdf** et avec une **extraction Excel non verrouillée**.

En complément de ce bilan de la prestation, le prestataire transmettra également une note indiquant à l'ENSAM les évolutions réglementaires ayant un impact sur les vérifications effectuées et à venir.

5. DEROULEMENT DES VISITES DE CONTROLE

Début des contrôles

Le site devra avoir fait l'objet des premiers contrôles au plus tard :

- 3 mois à compter de la notification du marché pour les vérifications à périodicité trimestrielle.
- 6 mois à compter de la notification du marché pour les vérifications à périodicité semestrielle.
- 12 mois à compter de la notification du marché pour les vérifications à périodicité annuelle (ou égales à 18 mois).

d'une manière générale dans un délai au plus égal à celui prévu par les textes réglementaires pour la fréquence des contrôles, sous contrôle du Client ou de son représentant.

Le Client pourra, sur demande écrite, avancer les dates des premiers contrôles.

Réunion de lancement

Une réunion préalable à l'ensemble des contrôles sera réalisée, en début de marché sur chaque site en présence du responsable technique du site, du conseiller de prévention et de l'agent en charge du suivi sur le terrain des contrôles suivant les sites.

Réunion annuelle

Une réunion annuelle sera programmée avec chaque site de l'ENSAM.

Cette réunion en début d'année, a pour objet de faire le point sur l'intervention des vérifications, les conditions de remise et de rédaction des rapports, la qualité des observations notées dans les rapports. Un planning prévisionnel annuel d'intervention sera proposé par le bureau de contrôle, en lien avec les référents techniques de l'ENSAM.

Les entreprises titulaires des lots de maintenance (notamment SSI-désenfumage et Ascenseurs) pourront être associées à cette réunion puisque parties prenantes aux essais.

Organisation

Chaque intervention fera l'objet de l'envoi par le Titulaire d'un avis de passage **au moins deux semaines avant la date prévue**, ceci afin que toutes les mesures puissent être prises par l'ENSAM pour mettre l'équipement hors service (consignation, interdiction d'accès, balisage...) pendant la durée de la vérification.

Attention un passage non programmé pourra être refusé par le responsable sur site.

Les intervenants de la société titulaire devront se présenter impérativement à l'accueil du site et/ou au responsable référent afin de signaler leur présence dans l'établissement.

Le contrôleur technique devra être porteur d'un badge mentionnant le nom de la société, son nom ainsi qu'une photo.

Les mesures de protection et d'information seront contrôlées par le vérificateur avant toute prestation. A la demande de l'ENSAM tout ou partie d'une prestation pourra être reportée, sans coût supplémentaire. Le Titulaire devra alors proposer une nouvelle date en accord avec le Client.

Deux visites successives seront espacées entre 6 mois et 1an, les unes des autres. Le délai réglementaire entre 2 visites ne doit en aucun cas être dépassé.

Chaque fin de visite fera l'objet d'un rapport provisoire avec le responsable technique du site concerné. Tout danger grave et imminent fera l'objet d'un rapport de type « minute » pour déclenchement d'action corrective immédiate.

Lorsque la totalité ou une partie de l'installation n'a pu être vérifiée (impossibilité de coupure, absence des agents techniques au rendez-vous demandé...), l'organisme de contrôle en informe immédiatement le responsable de chaque site et la raison dans son rapport et signale qu'il reste à la disposition de l'abonné pour un complément de vérification.

Chaque contrôle sera réalisé sous la responsabilité du responsable technique du site concerné qui en assurera l'organisation et la planification. La planification de ces interventions ne pourra être définie avec précision qu'en collaboration avec nos services.

La vérification sera effectuée les jours ouvrés (lundi au vendredi) de 8h00 à 17h00, sauf en cas de nécessité de service, elle sera effectuée selon avis du responsable de chaque site chargé de la maintenance ou son représentant. Le prestataire soumettra un planning qui sera validé par les services techniques de chaque site.

Intervention en site occupé

Les dépassements horaires et travail de nuit ou le samedi ne seront pas soumis à dépassement d'honoraire (rappel le prix est global et forfaitaire).

Le titulaire du présent marché sera obligé de suivre le planning transmis par les différents sites. Les essais de fonctionnement du SSI se feront selon les normes en vigueur.

Des pancartes indicatrices de manoeuvres devront être placées bien en évidence à proximité des appareils contrôlés (barrages, rubalises etc...).

Cette signalisation et protection des lieux sont à la charge de l'organisme chargé des contrôles sur les installations.

L'organisme chargé du contrôle devra prendre toutes les précautions nécessaires afin de ne pas perturber le fonctionnement du site.

Registre de sécurité

Toutes les visites de contrôle seront consignées impérativement sur le registre de sécurité situé au niveau du responsable sécurité incendie de chaque site, à la fin de celles-ci.

Après chaque visite, le registre de sécurité devra être tamponné et signé par le vérificateur, en précisant :

- la date
- le nom de l'organisme agréé
- le nom du contrôleur
- l'objet du contrôle
- les observations

Moyens

Le Titulaire fournit l'ensemble du personnel et du matériel nécessaire à la bonne exécution de son marché. Les vérifications doivent être réalisées par une personne qualifiée, voire agréée, nominativement désignée sur une liste tenue à la disposition de l'inspection du travail, et compétente dans le domaine de la prévention des risques et des dispositions réglementaires afférentes aux équipements ou installations vérifiés.

Prévention des risques

Le Titulaire devra assurer sa propre sécurité (équipement, tenues de protection, ...).

Dans le cadre du décret 92-158 du 20 février 1992 Notamment Articles R 4511-1 à R 4511-4 et R 4515-1 ; R 4514-8 à R 4514-10 du code du travail, le Titulaire sera à la disposition du site avant le début de la mission pour définir les mesures à prendre en vue de prévenir les risques professionnels inhérents à sa mission.

Le Titulaire devra se conformer aux dispositions légales en matière d'hygiène et de sécurité, veillera à les faire respecter par son personnel, assurera la traçabilité, formation et transmettra les justifications.

Un Plan de Prévention des Risques sera établi pour chacun des sites concernés en amont du premier contrôle pour la durée du marché, sur la base d'un document standardisé de l'ENSAM. En cas de modification majeure, un avenant au plan de prévention sera réalisé.

Chaque intervenant de la société devra avoir pris connaissance du plan de prévention. Il en va de la responsabilité de l'employeur de la société de contrôle. Le plan de prévention sera renvoyé signé au conseiller de prévention du site à chaque fois qu'un nouvel intervenant devra se présenter sur site.

6. OBLIGATION DE LA PERSONNE PUBLIQUE ET DU PRESTATAIRE

Locaux et installations

L'administration s'engage à laisser au titulaire libre accès aux installations qu'il doit visiter.

L'administration s'engage à faciliter, dans la limite où l'exploitation de l'établissement peut le supporter, les coupures de courant qui s'avèrent nécessaires.

Cas spécifique des Zones à Régime Restrictif (ZRR - sûreté de fonctionnement)

Une déclaration préalable doit être effectuée auprès du responsable de site. Le formalisme de cette demande sera précisé par le MOA.

Dans l'attente du retour de l'autorisation ZRR, l'intervenant devra consigner sa présence dans le registre ZRR et être accompagné durant toute la prestation par un agent ENSAM. Aucun intervenant n'ayant l'autorisation ZRR ne devra être seul dans les locaux.

Fournitures

L'Administration ne devra aucune fourniture, ni prêt d'appareil ou matériel nécessaire à l'exécution de la prestation. Le prix de l'offre comprend forfaitairement toutes les fournitures et prestations nécessaires pour leur exécution, **y compris tous les moyens d'accès**.

Rappel : le Prestataire devra :

- Une présence continue durant toute la durée du contrôle des installations
- La fourniture de l'appareillage nécessaire à la bonne exécution de sa mission, **y compris tous les moyens d'accès**,
- Prendre les dispositions nécessaires à la protection des travailleurs dans les locaux susceptibles d'être à risque (Amiante, rayonnements, etc..).
Le contrôleur s'équipera de tous les EPI adéquat pour la bonne exécution de sa visite réglementaire. Un DTA complet sera mis à disposition par l'ENSAM si nécessaire.
- Les essais en charge des équipements de levage (ascenseurs) devront également être réalisés.
La fourniture des charges de contrôle sera assurée par le prestataire sans frais supplémentaires.
- Les essais en charge des équipements sportifs devront également être réalisés.
La fourniture des charges de contrôle sera assurée par le prestataire sans frais supplémentaires.

Collaboration du personnel

L'administration s'engage à apporter toute son aide pour faciliter l'exécution de la mission.

A cette fin, les responsables des secteurs concernés apporteront leur collaboration à l'organisation des visites sur le site et mettront un agent à la disposition du contrôleur lorsque cela sera nécessaire et suivant un programme détaillé validé par les deux parties.

Le prestataire sera responsable de la complétude de son intervention : il a une obligation de résultats et devra solliciter l'établissement autant que de besoin pour obtenir les accès aux différents locaux.

De même, le titulaire pourra consulter les documents en la possession de l'Administration dont la connaissance est susceptible de faciliter ou améliorer l'exécution de sa mission. Notamment, les derniers procès-verbaux de commission de sécurité incendie, les derniers RVRE et RVRAT en possession de l'ENSAM pourront être remis sur demande au titulaire.

Impératifs d'exploitation

Les services de l'ENSAM, ont des impératifs d'exploitation particuliers :

L'intervention ne pourra se faire qu'après avoir prévenu les services suffisamment longtemps à l'avance pour que toutes les dispositions soient prises afin de perturber le moins possible leur fonctionnement.

L'intervention est faite sous la responsabilité de l'Administration en la personne de son représentant qui a toute latitude pour décider de l'annulation de cette intervention, de sa modification ou de son report, en cas de nécessité soit avant, soit pendant son exécution et cela sans indemnité pour le titulaire.

Organisation des contrôles

Un planning annuel est établi par site et validé par le représentant de l'ENSAM.

Les intervenants se présentent au service technique du site concerné (service patrimoine, maintenance ou conseiller de prévention suivant les sites).

Les observations majeures relevées par le vérificateur sont :

- Soit levées immédiatement,
- Soit transmises au représentant de l'ENSAM chaque fin de journée.

Pour chaque contrôle le vérificateur prend note du rapport précédent.

Il établit une comparaison entre les réserves levées et les nouvelles réserves.

Pour les domaines liés au levage les vérifications se feront qu'en présence du mainteneur.

Les vérifications sont faites en fonction des jours de présence du mainteneur des montes charges et ascenseurs qui sont différentes en fonction des sites.

DEVOIR DE CONSEIL

Par ailleurs, le titulaire doit tenir informé l'ENSAM des évolutions de la réglementation et de ses incidences sur ses installations ou sur les contrôles.

Prestations complémentaires :

Afin de pallier aux ajouts de matériels en cours de marché ou dans le cas où l'ENSAM souhaite faire procéder à une vérification particulière qui est hors prestation forfaitaire.

Pour cadrer l'aspect financier de cette démarche, un Bordereau de Prix Unitaires est présent dans l'appel d'offre.

7. DESCRIPTION DES PRESTATIONS A REALISER

Objet de la vérification	Vérification des installations électriques et de protection contre la foudre
Textes de références	Règlement de sécurité du 25 juin 1980 Modifié – Articles GE 6 à GE 9 et EL 19 Arrêté du 26/12/2011 relatif aux vérifications des installations électriques ainsi qu'au contenu des rapports Code de la construction et de l'habitat article R123-43

	<p>Décret 88-1056 du 14 novembre 1988 relatif à la protection des travailleurs des établissements mettant en œuvre des courants électriques – Articles 53 à 55</p> <p>Code du travail R-4226-16</p> <p>Code du travail R4215-3 à R4215-17</p> <p>Arrêté du 30 décembre 2011 des IGH et du code de la construction Article R122-16</p> <p>Arrêté du 10 octobre 2000 fixant la périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques au titre de la protection des travailleurs ainsi que le contenu des rapports relatifs aux dites vérifications – Article 5</p> <p>Arrêté du 19 novembre 2001 modifié</p> <p>Arrêté du 20 décembre 1988 relatif à la périodicité des contrôles des installations électriques.</p> <p>Loi du 31 décembre 1991 relative aux contrôles réglementaires, n° 91-1414 art. 13 et R 232-12 du code du travail</p> <p>Loi du 14 décembre 2011 article M concernant les éclairages de sécurité</p> <p>Arrêté du 30 décembre 2011 portant règlement de sécurité pour la construction des immeubles de grande hauteur</p> <p>Selon le cas, les vérifications réalisées pourront faire référence aux autres textes suivants : Normes NFC 15.100, NFC 13.100, NFC 13.200 et NFC 15.211</p> <p>Les vérifications périodiques des installations de protection contre la foudre visent à garantir le maintien de conformité de l'installation par rapport aux normes C 17-102, NF 17100, NF 17102, NF EN 62305, NF EN 50164, NF EN 61643, UTE 15-443 et UTE 17-106</p> <p>Toutes normes ou règlements applicables pendant la durée du contrat</p> <p>Cette liste n'est pas limitative et les soumissionnaires devront tenir compte de tous les textes réglementaires en vigueur.</p>
Contenu de la vérification	<p>La vérification est annuelle, sauf la première année ou une visite quadriennale et mission Q18 doit être réalisée, et porte sur la totalité des installations qui comprend l'ensemble des prestations décrites ci-après. Il sera admis dans l'offre de base une variation de 10% des installations à contrôler sans incidence financière sur le marché.</p> <p>La vérification concerne les installations électriques, les installations d'éclairage et d'éclairage de sécurité, et les éventuelles installations extérieures de protection contre la foudre.</p> <p>La conformité aux exigences réglementaires applicables aux installations neuves ou ayant fait l'objet de travaux doit être vérifiée dans les conditions prévues par les articles GE 7 et GE 8 (§ 1) du Code des ERP</p> <p>Les vérifications périodiques des installations non modifiées doivent être effectuées annuellement dans les conditions prévues à l'article GE 10 du Code des ERP.</p> <p>Les vérifications ont pour objet de s'assurer :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de l'absence de modifications depuis la dernière vérification ; - de l'état d'entretien et de maintenance des installations et appareils d'utilisation ; - de l'existence d'un relevé des essais incombant à l'exploitant ; - du maintien en l'état des installations d'éclairage normal et de sécurité et des appareils d'éclairage ; - du bon état apparent des éventuelles installations extérieures de protection contre la foudre (paratonnerre). <p>Le contenu des vérifications/examens/mesures est décrit par la réglementation et porte notamment sur :</p> <p>Les conditions générales d'installation et le maintien en état des équipements</p> <p>Les conditions de protection contre les risques de contacts directs</p> <p>Les conditions de protection contre les risques de contacts indirects</p> <p>Les conditions de protection contre les risques de brûlures, incendie et explosion.</p> <p>Pour les installations électriques des ERP, la vérification comprend l'examen des conditions particulières propres à ces établissements en vue d'assurer la protection du public contre les risques d'incendie et de panique.</p>

INSTALLATION HAUTE TENSION.

Les vérifications comporteront notamment :

- Examen visuel de l'état général de l'équipement et des locaux,
- Examen de la protection contre les risques de chocs électriques, de brûlures et d'incendie.
- Vérification de niveau des diélectriques liquides et de l'état du dessiccateur.
- Essais de fonctionnement mécanique des appareils de coupure après accord du gestionnaire du réseau.
- Contrôle de la continuité des conducteurs de protection et mesure de résistance des prises de terre.
- Examen et essais, dans la mesure du possible, des dispositifs d'alerte et de coupure en cas de défaut d'isolement.
- etc...

INSTALLATION BASSE TENSION ET TRES BASSE TENSION

Circuits de distribution.

Les vérifications comporteront notamment :

- Examen des conditions d'installation exigées par les règles de l'Art, notamment en fonction des influences externes (humidité, chocs, corrosion, incendie, explosion, etc. ...
- Mesures d'isolement par rapport à la terre, après accord du gestionnaire du réseau.
- Examen de protection contre les risques de contact avec les conducteurs actifs et les pièces sous tension.
- Mesure de la résistance des circuits de terre et une terre de référence. Un examen visuel des conducteurs de protection et de leur serrage.
- Examen et essais des dispositifs d'alerte, de contrôle et de coupure en cas de défaut d'isolement (contrôleur permanent d'isolement, disjoncteur et interrupteur différentiel), après accord du gestionnaire du réseau.
- Contrôle visuel des calibres des fusibles et des réglages des relais et vérification de leur adaptation à la section des câbles.
- Recherche des échauffements anormaux : vérification thermographique infra-rouge sur toutes les armoires et TGBT
- Examen des installations de sécurité.
- Etc...

Circuits terminaux.

Les vérifications comporteront notamment :

- Examen visuel des prises et fiches.
- Mesures de continuité des liaisons au circuit de protection des armoires divisionnaires :
 - De tous les appareils fixes ou amovibles se trouvant à portée des travailleurs.
 - D'au moins 10 % des autres masses d'appareils non immédiatement accessibles (appareils d'éclairage).
 - De toutes les prises de courant.
- Examen des dispositions prises pour l'élimination de l'électricité statique.
- Vérification des installations électriques des locaux et emplacements de travail
- Vérification des locaux et emplacements de travail non isolants où sont utilisés des matériels amovibles.
- Mesures d'isolement sous réserve de l'accord du gestionnaire du réseau.
 - Des appareils amovibles.
 - Des appareils fixes dont la liaison au conducteur de protection est inexistante ou défectueuse.
 - Des appareils fixes situés dans les zones à risques d'explosion, avec accord du référent de site.
- Examen des protections contre les risques de contact avec les conducteurs actifs et les pièces sous tension.
- Examen de l'intensité nominale et du pouvoir de coupure de l'appareillage en fonction des caractéristiques de l'installation.

	<p>- Contrôle visuel par sondage des calibres des fusibles et des réglages des relais. - Recherche des échauffements anormaux.</p> <p>Eclairage. Les vérifications comporteront notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mesures de continuité des liaisons du circuit des luminaires. - Contrôles des sources en fonction du type imposé. - L'état et le fonctionnement des installations d'éclairage de sécurité dès lors que l'exploitation le permet. <p>Installations diverses telles qu'éclairage extérieur, transformateur électriques, etc...</p> <p>Les vérifications porteront notamment sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les sources. • Les conditions de fonctionnement • L'état apparent
Périodicité	Annuelle et une quadriennale la première année

Objet de la vérification	Vérification des systèmes de sécurité incendie et désenfumage
Textes de références	<p>Arrête du 25/06/1980 modifié articles GE6 à GE9, MS 71 et 73, DF 10 Arrête du 18/10/1977 nouvel arrêté Articles GH 59, 60, 61 Art GH5 A. 30/12/11 Code du Travail Art. R. 4227-39 et Art. R. 4224.17 Norme NF S 61-933 – SSI, règles d'exploitation et de maintenance</p> <p>Cette liste n'est pas limitative et les soumissionnaires devront tenir compte de tous les textes réglementaires en vigueur.</p>
Contenu de la vérification	<p>Le contenu des vérifications triennales est décrit par la réglementation et comprend notamment :</p> <p>L'examen de l'adéquation du dossier d'identité aux exigences de sécurité applicables à l'ERP L'examen de la conformité du SSI au dossier d'identité L'examen de l'enregistrement des actions de maintenance L'examen des conditions d'exploitation La réalisation d'essais de fonctionnement d'équipements par zone de détection, désenfumage, compartimentage et alarme.</p> <p>Installations concernées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Détection incendie (compris ensemble des DAS) - Systèmes d'alarme (AGS, DS, lumineux, message préenregistré) - Installations de désenfumage mécanique - Exutoires de fumée - Robinets Incendie Armé - Colonnes sèches - Poteaux et bouches d'incendie privés <p>Nature des vérifications :</p> <p><i>Moyens d'extinction manuels et /ou automatiques</i> Le contrôle annuel et la maintenance des extincteurs mobiles sont réalisés par une société de prestation de service. Il sera cependant demandé au vérificateur un examen annuel des rapports fournis par le service et l'examen de l'adéquation des moyens d'extinctions.</p> <p><i>Colonnes sèches</i></p>

examen visuel de l'état général et l'accessibilité des prises
vérification de la présence des bouchons de fermeture
vérification du fonctionnement des robinetteries
vérification de l'état et de fonctionnement des orifices d'alimentation
identification des zones de desserte

Poteaux et bouches d'incendie privatifs

vérification de l'état apparent
mesures de la pression statique et du débit sous 1 bar
vérification de la présence de la plaque de signalisation, des bouchons de fermeture et chaînes, de l'existence d'une clé de manœuvre
vérification du fonctionnement et/ou le temps du dispositif de vidange

Accessoires – Autres moyens

vérification de leur présence et de leur état apparent

Système de sécurité incendie – S.S.I.

Système de détection incendie (SDI), Système de mise en sécurité incendie (SMI), Système d'alarme

examen du système de détection incendie – S.D.I.
inspection visuelle de l'installation et des équipements
vérification fonctionnelle de l'installation, sources d'alimentation, principale et secondaire, et source auxiliaire, signal de dérangement de zone, détecteurs automatiques et déclencheurs manuels, report d'alarme, batteries.
vérification du système de mise en sécurité incendie – S.M.S.I.
vérification de fonctionnement des dispositifs actionnés de sécurité (D.A.S).
Vérification du fonctionnement des D.A.S. à partir des commandes manuelles centralisées
Contrôle de la signalisation sur l'US et sur le débogage UAE du bon fonctionnement des D.A.S.

Vérification des D.A.S. : portes et clapets CF, installations de désenfumage...

Analyse des rapports semestriels élaborés par un prestataire extérieur ayant la charge de la vérification et de l'entretien des équipements de sécurité incendie

La mission consiste notamment à la vérification des installations suivantes :

- Test et Essais sur les installations de détection incendie.
- Tests et essais simulés sur le tableau de signalisation, sur les boucles et sur les détecteurs, visant à s'assurer de la détection et la signalisation des dérangements provoqués
- Tests de fonctionnement appliqués sur les détecteurs à l'aide d'un matériel simulant le phénomène détectable.
- Vérifications des reports d'alarmes par boucle.
- Vérifications du bon fonctionnement des asservissements par boucle.
- Essais par foyers-types suivant règlement et normes en vigueur.
- Vérification des matériels et installations dont le fonctionnement est asservi à la détection (D.A.S).
- Vérification du bon fonctionnement de l'installation et de l'aptitude des alimentations électriques de sécurité

Dispositifs de fermeture résistants au feu

Portes résistantes au feu

vérification de l'état des portes, équipées de ferme porte et/ou à fermeture automatique installées dans les recoupements des circulations, escaliers, locaux à risque particuliers
essai de fermeture de ces portes
vérification de la présence signalétique
vérification de l'état des volets et clapets visibles
essai de fonctionnement mécanique

Installation de désenfumage

DESENFUMAGE MECANIQUE

La vérification des installations de désenfumage mécanique portera notamment sur :

	<ul style="list-style-type: none"> - Fonctionnement des dispositifs de commandes manuelles et automatiques. - Fonctionnement des bouches exutoires et ouvrants de désenfumage. - Fonctionnement des transmissions et signalisations. - Arrêts des ventilations mécaniques permanentes. - Fermeture des éléments mobiles de compartimentage. - Fonctionnement des ventilateurs de désenfumage. - Mesures de pression, de débit, et de vitesse aux bouches de manière à s'assurer du bon fonctionnement par rapport aux valeurs initiales. <p>DESENFUMAGE NATUREL</p> <p>La vérification des installations de désenfumage naturel portera notamment sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Fonctionnement des dispositifs de commandes manuelles et automatiques. - Fonctionnement des bouches exutoires et ouvrants de désenfumage. - Fonctionnement des transmissions et signalisations. - Arrêts des ventilations mécaniques permanentes (si prévu). - Fermeture des éléments mobiles de compartimentage. <p>Le désenfumage concerne également le désenfumage des cages d'escalier.</p> <p><i>Documents liés à la sécurité incendie</i></p> <p>Vérification de la présence, de la pertinence et du contenu actualisé des consignes.</p> <p>Vérification de la tenue à jour du registre de sécurité (ainsi que la mention des dates des exercices de formation du personnel).</p> <p>Vérification de la présence à l'entrée du plan d'intervention des sapeurs-pompiers et des plans d'évacuation.</p> <p>Ces vérifications seront réalisées en présence du titulaire du marché de maintenance des équipements de SSI ou en lien avec.</p>
Périodicité	<p>La périodicité minimum de vérification des installations est celle prescrite par les textes réglementaires pour chaque équipement considéré.</p> <p>Périodicité, tous les 3 ans pour les ERP (la première visite aura lieu l'année une du marché)</p>

Objet de la vérification	Vérification des ascenseurs et des monte-charges
Textes de références	<p>Code de la construction (articles L 125-1, L 125-2).</p> <p>VRE (R122-16 et R123-43)</p> <p>CTQ (L125-4)</p> <p>Annuelle (R4323, R4323-23 à R4323-27) - Arrêté du 29/12/2010 relatif aux vérifications générales périodiques portant sur les ascenseurs et les monte-charges</p> <p>IGH (R122-16 et R123-43) Arrêté du 30/12/2011</p> <p>Art. AS9 A. 25/06/80</p> <p>Art GE8 et GE9</p> <p>Art. GH5 A. 30/12/11</p> <p>Article R 125-2-4 du code de construction</p> <p>Décret 2012-674 du 7 mai 2012</p> <p>Arrêté du 7 août 2012</p> <p>Toutes normes ou règlements applicables pendant la durée du contrat</p> <p>Cette liste n'est pas limitative et les soumissionnaires devront tenir compte de tous les textes réglementaires en vigueur.</p>
Contenu de la vérification	<p>Les examens et essais réalisés ont pour objet de déceler en temps utile toute anomalie susceptible de créer un danger.</p> <p>Au regard des dispositions normatives et réglementaires, la vérification comporte l'examen de l'état de conservation et la vérification du fonctionnement des éléments suivants :</p> <p>Dispositifs de verrouillage,</p>

	<p>Câbles, suspentes et poulies, Freins, Eclairage, Dispositif de demande de secours, Manoeuvre de dépannage, Réouverture des portes automatiques en cas de heurt.</p> <p>Elle concerne principalement le local machineries, le dessous et le toit de la cabine, la gaine, la cabine, la cuvette et les portes palières.</p> <p>Contrôle détaillé des parties constituantes visibles, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - gaines (paroi, resserve supérieure, cuvette, butées amortisseurs, accès, ventilation, saillies) - portes palières (nature, système de fermeture, saillies, jeux, guidages) - cabine (dimension, nature des parois, ventilation, éclairage, signalisation, portes, - jeux, guidage, dispositifs de secours - porte cabine (nature, jeux, guidage) - contrepoids (guidages, jeux) - organe de suspension (dimension, nature et état) <p>Contrôle de l'existence et du fonctionnement des mécanismes et dispositifs de sécurité, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - condamnations électriques - verrouillage des portes - dispositifs d'arrêt en fins de course - dispositifs de sécurité propre aux appareils hydrauliques - alarmes - système de parachute (cabine et contrepoids éventuellement) <p>NB : Pour les essais à vide du parachute et limiteur de vitesse, le bureau de contrôle devra être accompagné par le titulaire du contrat d'entretien des installations. En effet, les essais de parachutes sont réalisés annuellement par la société chargée de l'entretien, dans le cadre de son contrôle. Ils seront donc ainsi réalisés, par la société de maintenance, mais sous le contrôle de l'organisme désigné. Un rendez-vous commun est donc à prendre.</p> <p>La vérification quinquennale des ascenseurs comprendra :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le contrôle technique selon les modalités décrites dans l'arrêté du 7août 2012 - les vérifications des installations par rapport au risque d'incendie selon l'article GE 8, GE9 et As du règlement de sécurité incendie du 25 juin 1980 modifié. <p>Ces vérifications seront réalisées en présence du titulaire du marché d'entretien des ascenseurs.</p>
Périodicité	<p>Annuelle et une visite au titre de la VRE et de la CTQ</p> <p>Visite quinquennale et code du travail en début d'exercice et une mise à jour des contrôles quinquennaux ERP et Code Du Travail suite à levées de réserve à la demande de l'exploitant durant la totalité du marché.</p>

Objet de la vérification	Vérification des installations sportives
Textes de références	Code du sport, Articles R322-19 à 26 modifié par le décret 2016-481 du 18/04/2016

	<p>Décret 96-495 du 04 Juin 1996 fixant les exigences de sécurité auxquelles doivent répondre les cages de buts de football, de handball, de hockey sur gazon et en salle et les panneaux de basket-ball</p> <p>Guide de surveillance des équipements sportifs – Observatoire National de la Sécurité des Etablissements Scolaires et d'Enseignement Supérieur</p> <p>Cette liste n'est pas limitative et les soumissionnaires devront tenir compte de tous les textes réglementaires en vigueur.</p>
Contenu de la vérification	<p>Les opérations de contrôle permettront de vérifier l'entretien, l'état de conservation, la solidité et la stabilité des différents équipements.</p> <p>Compris toute fourniture/amenée/replis des charges nécessaires pour la réalisation des essais réglementaires.</p>
Périodicité	Annuelle

Objet de la vérification	Vérification des installations utilisant du gaz combustible – Installation Gaz dans un ERP
Textes de références	<p>Installations situées dans un établissement recevant du public : Règlement de sécurité du 25 juin 1980 – Article GZ 14 à 30 et CH 58</p> <p>Installations situées dans un établissement soumis au Code du Travail : Code du Travail – Article R. 4224-17</p> <p>Cette liste n'est pas limitative et les soumissionnaires devront tenir compte de tous les textes réglementaires en vigueur.</p>
Contenu de la vérification	<p>Les vérifications techniques portent sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'état apparent d'entretien et de maintenance des installations et appareils, - les conditions de ventilation des locaux contenant des appareils à combustion, - les conditions d'évacuation des produits de la combustion, - le fonctionnement des clapets coupe-feu installés sur les circuits aérauliques, - la signalisation des dispositifs de sécurité, - la manœuvre des organes de coupure d'alimentation en combustible, - le fonctionnement des dispositifs asservissant l'alimentation en combustible à un système de sécurité, - le réglage des détendeurs de gaz, - l'étanchéité des canalisations de distribution gaz
Périodicité	Annuelle

Objet de la vérification	Vérification des installations thermiques – vérification efficacité énergétique chaufferie
Textes de références	<p>Code de l'environnement Articles R224-20 à R224-41-3</p> <p>Décret 2009-648 du 9 juin 2009</p> <p>Contrôle de l'efficacité énergétique des chaudières au titre de l'article R224-31 du code de l'environnement</p> <p>Contrôle des émissions polluantes des chaudières au titre de l'article R224-41-2 du code de l'environnement</p> <p>Arrêté du 02 Octobre 2009 relatif aux rendements minimaux et à l'équipement des chaudières de puissance comprise entre 400 kW et 50 MW modifié par l'arrêté du 24/07/2020</p> <p>Décret 2020-912 du 28/07/2020</p>

	Cette liste n'est pas limitative et les soumissionnaires devront tenir compte de tous les textes réglementaires en vigueur.
Contenu de la vérification	<p>Les contrôles portent sur les points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Calcul du rendement et contrôle de sa conformité aux valeurs minimales requises ; - Existence et bon fonctionnement des appareils de mesure et de contrôle (indicateur de la température des gaz de combustion à la sortie de la chaudière, analyseur portatif des gaz de combustion donnant la teneur en CO, CO₂, O₂, T° ambiante, T° des fumées, déprimomètre, indicateur d'estimation de l'allure de fonctionnement, enregistreur de pression de vapeur et indicateur de température du fluide caloporteur) ; - Etat des installations destinées à la distribution de l'énergie thermique ; - Qualité de la combustion et fonctionnement des chaudières composant l'installation ; - Mesures des rejets gazeux - Evaluation du dimensionnement par rapport au besoin en matière de chauffage et vérification du bon état des parties accessibles des installations destinées à la distribution, la régularisation et la diffusion de l'énergie thermique - Tenue du livret de chaufferie - Contrôle de l'efficacité énergétique - Contrôle des émissions polluantes <p>Ces vérifications seront réalisées en présence de l'exploitant du système de chauffage.</p>
Périodicité	<p>Biennale pour les chaudières dont la puissance nominale est supérieure ou égale à 5 MW</p> <p>Triennale pour les autres</p>

Objet de la vérification	Vérification des installations utilisant des Fluides frigorigènes
Textes de références	<p>Code du Travail - Art. R.4224-17 pour les locaux de travail</p> <p>Règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP</p> <p>Articles CH 58, PE4§2</p> <p>Arrêtés ministériels et circulaires pris en application.</p> <p>Cette liste n'est pas limitative et les soumissionnaires devront tenir compte de tous les textes réglementaires en vigueur.</p>
Contenu de la vérification	<p>Examen visuel de l'état apparent d'entretien et de maintenance des installations et appareils</p> <p>Vérification de l'étanchéité des canalisations de fluide frigorigène à l'aide d'un appareil de détection de fuite pour les parties apparentes et visitables.</p> <p>Installations concernées : équipements fixes de réfrigération (chambre froide), de climatisation et de pompe à chaleur, ...</p>
Périodicité	Annuelle

Objet de la vérification	Vérification des points d'ancrage, des lignes de vie et des EPI anti-chute
Textes de références	<p>Articles L.4321-1 et R.4322-1 du code du travail relatifs au maintien en état des équipements. Article R 4224-17 du code du travail Recommandation R 430 du CNAMTS Arrêté du 19 mars 1993 pour les EPI</p> <p>Cette liste n'est pas limitative et les soumissionnaires devront tenir compte de tous les textes réglementaires en vigueur.</p>
Contenu de la vérification	<p>La prestation a pour objet la vérification des systèmes d'ancrages destinés à recevoir des EPI contre les chutes de hauteur. Installations concernées : Ensemble des points d'ancrage, des lignes de vie et des EPI anti-chute de l'établissement. Dispositifs d'ancrage fixes de types A (points d'ancrage fixes), C (lignes de vie flexibles) et D (lignes de vie rigides)</p> <p>La vérification comprend un examen visuel : Des parties visibles et accessibles afin de vérifier l'absence d'usure, de déformation ou corrosion sur le point d'ancrage et/ou ses composants, et l'état ; Du support ; Des consignes nécessaires à l'exploitation. Test à l'arrachement si examen visuel non concluant.</p> <p>Pour les EPI Protection anti-chute : - Contrôle des harnais d'antichute, des longes, des connecteurs antichute et descenseurs, - Examen visuel de l'état général des coutures et des modes de fixation.</p>
Périodicité	La périodicité minimum de vérification des installations est celle prescrite par les textes réglementaires pour chaque équipement considéré.

Prestations au BPU ou au DPGF suivant les sites :

Objet de la vérification	Vérification des installations d'aérations / assainissement des locaux de travail non-spécifiques
Textes de références	Code du Travail – R.232-5-9, R.232-5-11 (c) et R.235-6 à R.235-10 Code du Travail - Art. R.4224-17 pour les locaux de travail Arrêtés du 8 et du 9/10/1987 Arrêtés ministériels et circulaires pris en application. Cette liste n'est pas limitative et les soumissionnaires devront tenir compte de tous les textes réglementaires en vigueur.
Contenu de la vérification	Les vérifications techniques portent sur : <ul style="list-style-type: none">- Débit global d'air neuf,- Examen de l'état des éléments de l'installation,- Examen de l'état des systèmes de traitement de l'air,- Filtres, bouches d'aspiration et de soufflage,- Pressions statiques ou vitesses d'air aux points caractéristiques. Installations concernées : CTA, VMC, ...
Périodicité	Annuelle si intégrée au DPGF ou sur bon de commande suivant les sites

Prestations au BPU : Vérification initiale d'une ligne de vie

Objet de la vérification	Vérification initiale d'une ligne de vie ou autre dispositif d'ancrage fixe
Textes de références	Code du Travail Art. L 4321-1 Recommandation CNAM R 430 Normes EN 795 classe C et EN 353-1 Cette liste n'est pas limitative et les soumissionnaires devront tenir compte de tous les textes réglementaires en vigueur.
Contenu de la vérification	Dispositifs d'ancrage fixes de types A (points d'ancrage fixes), C (lignes de vie flexibles) et D (lignes de vie rigides) Suivant réglementation Notamment contrôle de la résistance de la fixation de chaque point d'ancrage, soumis à une force de 500 daN pendant 30 secondes. Ces tests d'arrachement devront impérativement être concluants.
Périodicité	Sur bon de commande